

16 février 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration conjointe du président de la République à l'occasion de la visite de Sa Majesté Abdallah II, roi de Jordanie.

Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités.

Tout d'abord, je suis très heureux d'accueillir Votre Majesté ici à Paris après la visite en Jordanie le 21 décembre dernier. Je voulais vous remercier pour l'accueil que nous avons reçu, l'excellente discussion, et je voudrais féliciter Votre Majesté pour les 25 ans de votre accession au trône. Je forme des vœux de paix et de prospérité pour Votre Majesté et pour tout le peuple jordanien.

Au-delà de cette amitié et de cette confiance qui nous lie, nous partageons le même attachement viscéral et la même détermination à trouver une véritable paix durable au Proche-Orient. Nous le savons, la solution, la seule viable pour répondre aux besoins de sécurité du peuple israélien comme aux aspirations légitimes du peuple palestinien, est la mise en œuvre effective de la solution à deux États, c'est-à-dire la création d'un État palestinien viable, vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël. Cela doit devenir une réalité. La France y travaille sans relâche avec tous ses partenaires et notamment la Jordanie pour y parvenir, avec l'initiative de paix et de sécurité pour tous que nous avons proposée dès le 7 octobre.

Notre priorité absolue est d'obtenir un accord sur un cessez-le-feu, et merci là aussi de la très grande coordination et coopération diplomatique et de libérer tous les otages, dont nos trois compatriotes. Ce cessez-le-feu doit permettre la protection de tous les civils et l'entrée massive de l'aide d'urgence.

Le bilan humain de cette guerre est aujourd'hui intolérable. Je l'ai redit il y a quelques jours au Premier ministre israélien Benyamin NETANYAHOU. Une offensive israélienne à Rafah ne pourrait qu'aboutir à un désastre humanitaire sans précédent et serait un tournant dans ce conflit. Je partage les craintes de la Jordanie et de l'Égypte d'un déplacement forcé et massif de la population. Ce sera non seulement une violation grave du droit international à nouveau et un risque majeur d'escalade régionale. J'espère que ces messages seront entendus.

La deuxième priorité est de venir en aide aux populations civiles à Gaza qui sont en situation d'urgence humanitaire absolue. À nouveau, nos partenaires dans la région, au premier rang desquels la Jordanie et l'Égypte, sont pleinement mobilisés pour recevoir l'aide humanitaire et la faire parvenir à la population civile à Gaza. Les accès humanitaires sont aujourd'hui très insuffisants au regard des besoins. Aujourd'hui, les civils à Gaza meurent de faim et de maladie. Là aussi, j'ai redit au Premier ministre israélien : il faut ouvrir le port d'Ashdod. Il faut aussi ouvrir une voie terrestre directe depuis la Jordanie, qui peut devenir une plateforme humanitaire complémentaire à destination de Gaza, à laquelle la France est prête à contribuer. Enfin, il faut ouvrir tous les points de passage, y compris au nord de la bande de Gaza, où la situation est dramatique.

Nous avons noué depuis le début de cette crise, de cette guerre un partenariat humanitaire étroit avec la Jordanie et je veux vous en remercier tout particulièrement, Votre Majesté. Ensemble, nous avons soutenu les hôpitaux de campagne jordaniens déployés à Gaza, acheminé des tonnes d'aide humanitaire, y compris en les parachutant dans Gaza. Merci, là aussi, de cette coopération de votre initiative, et nous poursuivrons ce partenariat main dans la main.

Notre troisième priorité est de retrouver un espoir de paix et de sécurité pour tous. Il s'agit d'éviter un embrasement de toute la région, particulièrement au Liban et en Mer Rouge. La France est active et passe le message à tous les acteurs régionaux, notamment à l'Iran. Cela passe aussi par un apaisement des tensions en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Je partage l'inquiétude de la Jordanie d'une escalade incontrôlée. La politique de colonisation israélienne et la violence des colons doivent cesser. Et j'ai demandé là aussi au Premier ministre NETANYAHOU des engagements fermes à cet égard.

La France a pris ses responsabilités. Des sanctions ont été adoptées contre les colons violents. Et à quelques semaines du mois de ramadan, je veux rappeler avec gravité l'importance de préserver le statu quo sur les lieux saints à Jérusalem. La Jordanie joue un rôle spécifique et important qui ne doit pas être ici remis en cause.

Cela passe enfin par un élan décisif et irréversible pour mettre en œuvre la solution des deux États. Nos partenaires dans la région, notamment la Jordanie, y travaillent. Nous y travaillons avec eux. Nous sommes prêts à y contribuer en Europe et au Conseil de sécurité. La reconnaissance d'un État palestinien n'est pas un tabou pour la France. Nous le devons aux Palestiniens, dont les aspirations ont été trop longtemps piétinées. Nous le devons aux Israéliens qui ont vécu le plus grand massacre antisémite de notre siècle. Nous le devons à une région qui aspire à échapper aux promoteurs de chaos et aux semeurs de revanche. Sur tous ces sujets, je sais combien votre engagement est sans faille, Votre Majesté, et combien notre vision des choses et notre action commune est non seulement proche, mais en intimité et ô combien importante. Je veux vraiment vous remercier, pas seulement d'être là, mais de tout le travail que vous avez mené ces derniers mois dans la région. Merci à vous.